

LA CHRONIQUE DE GÉOSTRATÉGIE... ALAIN ANTIL (*)

*La politique africaine
a besoin de lisibilité*

Le récent voyage au Tchad du président Sarkozy a souligné l'importance de ce pays pour la France. Voisin du Soudan et de la province du Darfour, l'est du Tchad est caractérisé par une insécurité chronique en raison de l'afflux de réfugiés, de la prolifération de coupeurs de routes et de la présence de milices plus ou moins bien identifiées. Ces troubles s'enchaînent aux enjeux purement tchadiens, des mouvements antigouvernementaux circulant également dans ces espaces. La France a soutenu le Tchad depuis le début des troubles en raison d'un accord de coopération militaire qui lie les deux pays mais, surtout, du fait de risques sérieux d'extension des troubles.

Dans cette zone fragile se jouent à la fois l'équilibre de pays traditionnellement alliés à Paris mais aussi la capacité de la France à rester une puissance africaine. Le « coup » de Nicolas Sarkozy allant récupérer une partie des personnes arrêtées dans l'affaire de l'Arche de Zoé est donc à replacer au sein de cette délicate équation : ne pas soutenir une opération fumeuse ; faire libérer les nationaux et européens les moins impliqués dans l'opération ; ne pas froisser un partenaire clé du dispositif français, le président Idriss Déby ; enfin, réaliser cette extraction de nationaux sans empiéter sur la souveraineté tchadienne. La réussite est imparfaite dans la mesure où la « libération » s'est faite en dehors des procédures habituelles de la justice tchadienne.

Six mois après l'élection de Nicolas Sarkozy, un premier bilan de sa politique africaine ne peut donc qu'être prudent. Aucune ligne directrice claire ne semble encore se dégager. Il convient de circonscrire ce que l'on désigne généralement par « politique africaine » de la France. L'expression concerne

d'abord l'Afrique subsaharienne. Les relations avec les pays du pré carré, ex-colonies françaises et pays francophones (République démocratique du Congo et autrefois le Rwanda), et les autres pays africains ne sont évidemment pas de même nature.

Certes, la France a tenté de s'éloigner, notamment à travers les réformes des années 1990, de cette relation particulière, appelée parfois pacte colonial (**). Elle a élargi les bénéficiaires de ses aides publiques au développement (APD) à une zone de solidarité prioritaire (ZSP) englobant les autres pays africains mais aussi certains pays asiatiques ou latino-américains, lâché le franc CFA en 1994, réformé ses outils institutionnels (création de l'Agence française de développement comme opérateur central de l'APD française, remplacement du ministère de la Coopération par la Direction générale de la coopération internationale et du développement).

Arbitrages. Malgré ces réformes, aucune stratégie lisible n'a émergé des deux mandats de Jacques Chirac. La politique africaine de la France balançait toujours entre politique de puissance (interventionnisme dans le pré carré, francophonie, soutien des pays africains à la France dans le cadre de l'ONU, utilisation des reliquats de réseaux de la françafrique) et relations normalisées (proximité moindre avec les pays francophones, européanisation et présence plus affirmée dans les plus grands marchés africains comme l'Afrique du Sud, le Nigeria ou l'Angola). Des arbitrages que fera le gouvernement actuel entre ces deux voies dépendra l'émergence d'une ligne plus claire. Les premières visites au Sénégal et au Gabon du controversé Omar Bongo ne laissent pas présager de

rupture.

La politique africaine fut souvent incarnée pas les présidents de la République. La figure du président ainsi que les liens interpersonnels avec ses homologues africains sont, plus qu'ailleurs, importants. Or, c'est un euphémisme de dire que, bien qu'issu du parti gaulliste, le président Sarkozy n'a pas la popularité de son prédécesseur en terres africaines. Ce handicap tient d'abord aux positions très fermes de l'ancien ministre de l'Intérieur sur la question de l'immigration.

Un culturalisme très daté. En outre, le président français est perçu au sud du Sahara comme peu au fait des réalités africaines et manquant d'intérêt pour ce continent. En témoigne le discours prononcé à Dakar, en juillet dernier, où certains passages, comme celui affirmant que « *l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire* », d'un culturalisme très daté, ont fortement indisposé auditoires, opinions publiques et élites africaines.

Disposant aujourd'hui d'outils diplomatiques et de coopération renoués, la France cherche toujours une ligne claire dans laquelle inscrire sa « politique africaine ». Le bilan de Nicolas Sarkozy dans ce domaine sera jugé à la capacité de mobiliser tous les avantages français (en termes de présence, d'amitiés, de connaissance du terrain, d'efficacité de l'outillage institutionnel) au profit d'objectifs clairement identifiés et énoncés. ■

(*) Responsable du programme Afrique subsaharienne de l'Ifri auteur du rapport d'*International Crisis Group* « Sahara occidental : le coût du conflit ».

(**) N° 105 de la revue « *Politique africaine* » : « France-Afrique, sortit du pacte colonial », mars 2007.



Le président de la République française et son homologue tchadien, Idriss Deby, à N'Djamena le 4 novembre.

LUC CHAGOT REUTERS

“LE PRÉSIDENT FRANÇAIS EST PERÇU AU SUD DU SAHARA COMME PEU AU FAIT DES RÉALITÉS AFRICAINES ET MANQUANT D'INTÉRÊT POUR CE CONTINENT.”